la voix des sans-papiers

bulletin du mouvement et des collectifs de lutte autonomes

Numéro 7 • **Spécial 20e** • Lundi 6 Février 2012 • 50 centimes

Paris-Couronnes : l'État de non-droit

Chaque jour, c'est l'enfer pour des centaines de personnes, dans le quartier du boulevard de Belleville transformé en périmètre de quadrillage et ratissage des indigents, entre les stations de métro Belleville et Ménilmontant, et notamment à proximité de celle de Couronnes. Depuis deux ans, et plus spécialement depuis six mois (depuis la visite du ministre de l'intérieur, fin juin), des événements s'y passent, très graves, relégués (quand ils ne sont pas tus) dans la chronique locale des journaux. Si graves qu'il faut y discerner le syndrome d'une tendance forte de l'époque contemporaine. S'ils jettent un jour cru sur les transformations de la capitale, ils le jettent plus encore sur celles de l'État.

Dans le discours politique dominant et d'opposition démocratique, cela va de soi que « l'État », en France et en Occident, renvoie à une notion usuelle d'« État de droit ». Les faits relatés dans ce numéro du journal démentent sans appel ce postulat tacite.

Devant ces faits qui ont cours quotidien sur le bitume du Bas-Belleville, devant la normalité d'un tel état de choses dans un État de droit, il faudra bien que les tenants honnêtes de celui-ci s'interrogent, et questionnent l'État sur ses transformations positives, législations, réglementations, pratiques et décisions factuelles. Qu'ils se demandent si, par la dynamique inhérente à son action, par l'œuvre de ses institutions, des partis concourant à son fonctionnement, par la logique sociale de l'ordre qu'il garantit, ce type d'État n'est pas déjà aux antipodes de son principe communément admis ; s'il n'a pas déjà généralisé, sous les espèces civiles du « droit », le non-droit permanent pour les populations aux marges de la « société », notamment ces hommes et femmes stigmatisés par leur statut d'« étrangers indésirables » (sans-papiers et autres), institutionnellement exclus du système du droit, placés sous la loi d'airain d'un « droit des étrangers » et d'un « droit pénal » consécutif, où « droit » a dévêtu ses brillants habits jusqu'aux derniers vestiges des libertés et droits effectifs, et revêtu ceux des seules obligations de la « loi » – la « législation » sous toutes ses formes, jusqu'aux infimes circulaires administratives. Si donc, la question essentielle n'est pas, encore une fois, dans l'histoire, celle du droit de l'État d'exercer sa force contre la société des hommes pour garantir une « société de droit civil ». Si, pour anachronique que cela paraisse dans le giron national, et alors que personne dans les sphères de la politique ne semble s'en douter, l'État et ses institutions, juridictions, ne sont pas déjà revenus aux « fondamentaux » des origines, à la pratique de la théorie « fondatrice » de « l'État du propriétaire » (expropriateur des biens communs de la société).

En Europe, et notamment en France, pour renverser les institutions d'ancien régime, le nouveau avait besoin des bras et muscles du géant populaire, puis prolétaire : ce fut la révolution nationale « bourgeoise », puis « socialiste ». D'où : l'État national, puis « social ». En France, aussi le « pacte républicain ». Le propriétaire, devenu républicain et démocrate, renonça au droit d'élection et d'éligibilité censitaire, à la séparation entre citoyenneté active et passive. À la démocratie du propriétaire a succédé celle du citoyen tout court.

La « mission historique » de la nation est épuisée en Occident ; les classes sociales s'y déterminent immédiatement par-dessus les frontières. La « nation » change alors de signe, revient à une fonction sociale, pour ainsi dire, d'avant la nation : non plus élément de « communauté » illusoire, mais de clivage fort entre les classes. Les « lois de nationalité » (au sens large) produisent des effets nouveaux et de nouvelles classes (« illégales ») dans la population : sur le sol national, des « métèques » esclaves marqués du stigmate d'« étrangers », relégués dans un statut de sous-hommes (privés de l'exercice effectif des droits), envers lesquels tout devient possible, même moralement, parce que « normal » – « de droit ». Elles produisent, en complément de l'État de droit pour les uns, un vaste *État de non-droit* pour les autres.

Délit de témoignage

Quiconque ne voit guère
N'a guère à dire aussi...
Je dirai : J'étais là ; telle chose m'advint ;
Vous y croirez être vous-même.
La Fontaine

Vendredi 2 septembre, 19 h 20. Je presse le pas en remontant la rue Jean-Pierre Timbaud, dans le 11e arrondissement. Je voudrais, par la rue Pali-Kao, pouvoir traverser le parc de Belleville pour monter la colline et rentrer chez moi. Avec septembre, l'horaire d'été doit avoir pris fin ; à quelle heure maintenant la fermeture, 19 h 30 ? Je voudrais m'éviter le détour par la rue des Couronnes.

Je débouche sur le boulevard. Un coin de souk parisien, un souk à ciel ouvert et de petit format, m'est-il arrivé de dire.

Depuis vingt ans que j'y passe tous les jours ou presque (sauf mes absences de quelques mois), depuis vingt ans que j'y fais mon marché bihebdomadaire, bon sang si je le connais, et si je sais (au point de ne plus les remarquer, à peu près fondus dans le paysage urbain) que là, métro Couronnes et notamment en face de la trésorerie du 20e, une ou deux centaines de marchands ambulants se retrouvent et donnent vie, l'après-midi ou en fin de journée, à un petit marché à même le sol, acceptés par la population et tolérés, dirait-on, même par la police. La plupart tunisiens, algériens, marocains, dans mon souvenir ; en harmonie avec la composition sociale du quartier.

Mais, de retour après une longue absence, je n'ai pas manqué de remarquer leur montée en nombre, la dilatation à la fois temporelle (à des heures plus diurnes, mais c'est l'été et les jours plus longs) et spatiale sur le boulevard (depuis la rue de la Fontaine-au-Roi jusqu'à Ménilmontant) de ce marché informel, coloré et grouillant, calme et digne.

Vendeurs, acquéreurs, flâneurs, passants, combien sont-ils ? mille, deux mille ?... Plus d'une fois j'ai été tenté de m'arrêter, compter, mais, toujours pressé, j'ai toujours renvoyé.

Cet afflux de petites gens vaquant à leurs maigres affaires, est-ce une conséquence des bouleversements aux pays du Maghreb... (des affichettes, dans les rues avoisinantes, appellent au rassemblement en *« solidarité avec la lutte des Harragas »*, les vendredis à 18 heures métro Couronnes)... ou de la crise et de la pauvreté croissante ? les deux ?... En tout cas bien visibles sont aussi et surtout des Roms, femmes et enfants, puis des Chinois, des Africains noirs, d'autres encore... Ceci me paraît assez nouveau.

Mais ce qui m'a frappé le plus, c'est l'imposante et quotidienne présence policière au mois d'août, CRS notamment, de patrouille ou de faction à divers endroits, à l'intérieur ou à côté de leurs cars. Si je les ai si spécialement notés, c'est que je n'en ai pas souvenir antérieurement, que sur les couleurs claires d'été leurs uniformes bleus tranchaient singulièrement. Mais, sans chercher plus loin : ça doit être pour le ramadan, un dispositif du plan vigipirate, me suis-je dit. (Le quartier, par sa population, ses échoppes, sa mosquée, étant en bonne partie musulman.)

Un petit bonhomme encombrant

Métro Couronnes, je traverse donc le boulevard de Belleville.

Sur le trottoir central, côté Ménilmontant, là où s'agglutine le plus de monde, mes regards rencontrent, éclat d'un moment, la blancheur rare de beauté d'un visage adolescent. Penchée en avant, balayant le trottoir de deux longs bandeaux de cheveux noirs, la figure dérobée sous ce flot d'ébène, une jeune fille ramasse quelques fripes étalées sur une feuille de carton d'emballage. Je la regarde se hâter, je voudrais surprendre de nouveau l'éclat qui a arrêté mes pas... Balluchon au dos, sans se retourner, elle s'enfuit vers une femme et un homme âgés vêtus à l'arabe, qui l'attendent ; tous trois se fondent dans les remous de la foule. Quelques autres vendeurs tout proches se sont pareillement esquivés. Que se passe-t-il ? on dirait ces gens en train de se sauver – apeurés ?... Pourtant non, je ne vois rien alentour. Je reprends ma route.

Devant moi, la foule se fend en deux... du milieu de son double mouvement de recul s'avance une patrouille de CRS précédée d'un petit homme marchant à reculons, mi-courbé, les bras tendus (l'un grossièrement pansé), le mot pressant, suppliant. Le contraste est assez frappant : cet être chétif, corps décharné, entravant ainsi la marche de ces colosses, en face de lui, quatre tours humaines trapues sous la charge de leurs uniformes et panoplies d'armes. Comme d'autres, je m'attarde, j'observe, comme un badaud. Que leur veut-il ? les empêche-t-il volontairement d'avancer ? Mais de quoi se plaint-il ?

La patrouille progresse par à-coups. Un, deux CRS avançant d'un, deux pas, se retournant, et tous quatre, un instant, se plaçant en cercle autour de ce drôle de personnage fluet. Le voici dépassé, éloigné... non ! le revoilà devant. Sacré petit bonhomme : bafouillant inlassablement sa doléance et ses mots incompréhensibles.

L'agitation (large ressac) de la foule continue, son rideau mouvant s'ouvre et se referme sur leur passage, ils vont disparaître. Éclipsée, ma hâte de rentrer ; le dénouement, je veux voir ça. Si bien que je les suis de tout près et peux les observer : les CRS – deux plus âgés, peut-être la cinquantaine, et deux plus jeunes, la quarantaine, des hommes d'expérience... Si bien que je dois m'écarter promptement pour ne pas être heurté lorsque le plus bedonnant, âgé, fait une incartade, une halte : *« Ça suffit comme ça !... »* – une bourrade. Comme en sursaut, le petit homme est repoussé, il recule, chancelle, retrouve son équilibre, retourne à la charge.

C'est à présent au tour du CRS d'à côté, un jeune ; athlétique, souple, et plus brutal que le premier. Sans rien dire, il pose sa main sur l'homme, puis, de toute sa force calculée l'abat à terre. Un choc dur, le coup du front contre le trottoir. Juste à mes pieds.

Ma main bondit, l'index pointé, ma voix se lève et blâme, impersonnelle : *« Ce n'est pas bien, monsieur, ce que vous avez fait là ! pas bien du tout ! »* Je crois que ma voix tremblait, mais raide était mon index pointé vers la face rouge du CRS.

De la foule, un chorus de voix aux accents étrangers : *« Pas bien ! pas bien du tout ! »*, tandis que deux jeunes Maghrébins aident l'homme au front ensanglanté à se relever.

La patrouille s'empare du blessé. Malgré ses protestations ils l'emportent de l'autre côté de la chaussée où il n'y a personne, le font asseoir sur le bord d'une grande jardinière en béton qui se trouve là, devant le magasin Fabio Lucci. Les deux jeunes aussi (et moi-même) ont traversé la rue, échangeant des mots en arabe avec l'homme qui ne cesse d'opposer une résistance faible aux CRS.

Un témoin importun

« Pourquoi vous m'avez fait ça ! pourquoi vous m'avez fait ça ! » De longues minutes s'écoulent, scandées par ces mots plaintifs.

Le blessé assis tantôt gémit, tantôt se lève en chancelant, voulant partir. Les CRS l'en empêchent (ses jambes une fois s'emmêlent, il s'accroche à moi, je le soutiens). L'impression est qu'ils sont dépassés, sinon qu'est-ce qu'ils attendent ? Surtout que les deux jeunes insistent tour à tour (et le blessé lui-même) pour qu'ils appellent les pompiers. Voilà enfin qui est fait (mais les pompiers n'arriveront qu'une demi-heure plus tard). L'un après l'autre les deux jeunes s'en vont, je reste seul sur le trottoir à un mètre du blessé (mais, en face, une centaine d'yeux nous observent).

Une voix, derrière moi, on me demande de circuler.

Je me retourne, je croise le regard du CRS âgé et bedonnant. J'ignore qui a parlé mais c'est à lui que je m'adresse : *« Non, monsieur, j'ai été témoin de la violence que vous avez faite à cet homme. Je reste. Je veux voir la suite, j'apporterai mon témoignage. »*

Lui : *« Ce n'est pas moi qui l'ai fait tomber ! »*

« Non, ce n'est pas vous, c'est votre collègue, » je l'indique. *« Il l'a fait exprès. Il l'a poussé à terre violemment. Juste à mes pieds, »* je

montre le sol entre mes pieds, *« pan ! »*, le son spécial du choc encore dans mes oreilles. *« Mais vous, vous l'avez poussé le premier, lui en deuxième. Je ne pars pas, je reste pour le témoignage. »*
Une, deux minutes se passent. Changement de décor, et d'abord de musique : la plainte du blessé se tait. Vous avez beau être souffrant et blessé, l'avoir été par nul autre que par eux-mêmes, les fonctionnaires de police sont avant tout des fonctionnaires : vos papiers !
Le petit homme (un quadragénaire) farfouille dans sa serviette, il en sort, feuillet après feuillet, toute une liasse. Il en trie certains qu'il présente aux fonctionnaires. J'ai déjà vu ça, ces ahurissants « dossiers » de paperasses inutiles pour la plupart, mais toujours à portée de la main. Sans doute cet homme est un sans-papiers.
Près de moi, une autre voix, autoritaire. On me redemande de circuler. Quatre nouveaux CRS sortis de je ne sais où (un peu plus tard, j'en compterai onze au total, également sans avoir vu arriver ce dernier renfort).
Je répète que je ne m'en irai pas, je reste là pour témoigner.
Autour de moi, des petits rires, quelques quolibets à mon adresse… Sensiblement l'ambiance a changé. Les premiers CRS, ragaillardis par la venue de leurs collègues ; l'air chargé d'une hostilité croissante et palpable.
Une autre voix, péremptoire. Je me retourne, on me demande mes papiers.
Parmi les nouveaux venus, il doit y en avoir un ou deux plus haut gradés, vu la diversité des insignes des grades. Ce qui me frappe, c'est le ton sec avec lequel on m'apostrophe, à l'opposé de celui de tout à l'heure, sur la défensive. Une pensée me traverse l'esprit. Je suis seul, entouré de huit hommes plus jeunes, plus forts, armés, entraînés à la violence ; je viens de le voir, la brutalité ne leur fait pas défaut… Je chasse cette idée. Je réponds :
« Monsieur, vous faites un abus. Rien ne vous autorise à contrôler mon identité. »
Je le regarde dans le blanc des yeux. Est-ce qu'il se croit dans son droit ? ou bien croit-il au seul pouvoir de son commandement ?
« Vous faites un abus de pouvoir, monsieur. Je connais la loi. »
Est-ce qu'il m'entend seulement ? En tout cas il ne me dit pas autre chose que : *« Vos papiers, s'il vous plaît ! »*
Ni lui ni personne ne me demande ce que j'ai à déclarer. Pourtant le petit homme est là, qui continue à trier anxieusement ; pourtant ils sont tous (y compris le blesseur) autour du blessé et de moi témoin.
« Puisque vous insistez, je vous les donne… Mais rien ne vous y autorise. Je veux éviter toute polémique. Je veux pouvoir témoigner de la violence faite à cet homme. »

Délit de témoignage

Erreur !… Erreur d'avoir obtempéré, erreur d'avoir étouffé les mots qui me montaient à la bouche.
L'article 78-2 du code de procédure pénale limite le contrôle d'identité à cinq cas.
À aucun moment, dans mes paroles, dans mon maintien, la moindre *« raison plausible »* d'être *« soupçonné »* : 1) d'une *« infraction ou tentative d'infraction »*, 2) de *« préparation d'un crime ou délit »*, 3) de faire *« l'objet de recherches judiciaires »*. 4) Aucun signe (rien dans l'air et les circonstances, dans mes mots et gestes, dans ceux des personnes qui nous regardaient du trottoir central dans un calme parfait) d'un début d'*« atteinte à l'ordre public ou à la sécurité des biens »* (pour celle *« des personnes »*, l'atteinte était venue d'ailleurs, seule raison de ma présence). 5) Étais-je soupçonnable de pouvoir *« fournir des renseignements utiles à l'enquête en cas de crime ou de délit »* ? Plus que soupçonnable, je le demandais !
Il eût donc fallu qu'on prenne en considération la possibilité de la consommation d'un délit, que l'éventualité d'une enquête fût évoquée. Nul ne l'a fait. En revanche, ces tentatives de me faire partir, puis ce contrôle sur un ton d'intimidation, vu mon refus de partir. Me voilà traité en délinquant potentiel pour l'exact opposé de l'énoncé de la loi, pour ma volonté de témoigner. Si la tentative d'omission de délit (d'étouffement de l'affaire) se confirme, alors c'est clair : *délit de témoignage !*
Mes papiers à la main, voilà donc le CRS parti à quelques mètres de distance, et les voilà à deux, épelant mon nom dans leur talkie-walkie… J'entends des crachotements venant de l'autre bout du fil… encore ici, puis là-bas, puis encore… avec obstination… cela a duré – combien ?… longtemps, assez longtemps pour que je perde patience. Mais qu'est-ce qu'ils cherchent, à la fin ? un tel abus n'a que trop duré, j'exige qu'on me rende mes papiers !
Je m'approche de celui qui me paraît le chef (mes papiers dans ses mains), j'attends. En face de lui ma posture est sans équivoque ; quelques instants, j'ai mes papiers.
En voilà un qui n'est pas d'accord. Le second CRS âgé de la première patrouille. Il s'avance, veut me les arracher des mains, je l'évite, il réessaye… C'en est trop ! je veux bien éviter tout incident, mais basta, je suis prêt à me battre pour faire cesser l'arbitraire, advienne que pourra. Le chef qui me les a rendus doit intervenir deux fois (*« c'est bon !… »*, *« non ! c'est bon ! »*) avant que le CRS renonce. J'ai mes papiers – et après ?
Je vois mon erreur. Ils voulaient me faire « circuler ». Ils m'ont eu en douce, avec cette histoire de papiers. En déviant mon centre d'intérêt. Maintenant, quatre, non, cinq mètres me séparent du blessé. Je suis coincé – et lui isolé au-delà d'une haie bleue de CRS… pour avoir cédé à l'impatience. Mais je témoignerai. Ah, je témoignerai !

Déni de témoignage

Je m'éloigne un peu, sans quitter le trottoir et sans les perdre de vue. Le temps passe. Une voiture de police arrive, se gare en face, le long du trottoir central. Deux agents en descendent, dont une jeune femme blonde, ils se joignent aux CRS. Combien sont-ils ?… treize – moins deux agents… onze CRS autour du petit homme seul.
Peu après, la blonde vient me demander de m'éloigner (je continue donc de déranger). Est-ce que je peux lui poser une question ?… Bien sûr.
« J'ai été témoin de la violence contre cet homme… » En deux mots je lui dis ce qui s'est passé. *« Je voudrais témoigner ; y aura-t-il une enquête ? par qui ? »* – *« Si le monsieur porte plainte. Par les CRS. »* – *« Par les CRS ! ? »* Méfiance.
La voilà partie aux nouvelles. La voiture-secours des pompiers arrive. La fille revient et me dit que *« le monsieur a déclaré qu'il s'est blessé tout seul en tombant »*.
« Tout seul ?… Ah non, ça c'est pas vrai ! j'étais là !… C'est… » C'est pas vrai !
Un spectacle pareil, quand vous le voyez pour la première fois, vous n'êtes pas près de l'oublier. Sur le trottoir d'en face, une meute humaine hurlante, elle avance vivement à grands coups de pieds dans les marchandises au sol, les envoyant par-dessus la tête des gens, femmes et enfants roms, bêtes affolées qui détalent !
Je suis complètement abasourdi… Ces hommes, des agents de la police… mais qu'est-ce qu'il se passe à Couronnes ?
La fille s'en aperçoit, dit quelques mots que je ne retiens pas – concernant le blessé, le commissariat du 11e… part rejoindre le groupe des CRS.
Les pompiers amènent le blessé dans leur car. Les rangs des gens, un moment dispersés, se reforment sur le trottoir central. Je réfléchis.
Du diable si je m'attendais à ça, *« blessé tout seul »*… Lui qui : *« pourquoi vous m'avez fait ça ! »*… Pour réussir cette volte-face, il leur fallait le travailler, voilà pourquoi il leur fallait m'écarter, l'entourer d'un cordon sanitaire. Et voilà ce que *« circulez »* veut dire, *« y a rien à voir »*, pas de témoins. Maintenant, est-ce l'es-

sentiel ? Il se passe ici bien des choses… la fille, gentille, mais pas choquée, c'est donc qu'elle a l'habitude… Cette « bavure » du CRS, peu de chose dans un jeu plus grand ? ça en a tout l'air.
Je traverse la chaussée alors que le car des pompiers démarre emportant le blessé. Je n'ai plus rien à faire ici… Sauf que la blonde revient me dire qu'elle va déposer une main courante, ainsi *« si le monsieur porte plainte vous pourrez témoigner »*, il lui faudrait mes coordonnées. Volontiers. Je lui donne mes papiers et mon adresse parisienne, je serai là pendant quelques mois.
Une fois sur le trottoir central, c'est comme une frontière franchie. Des gens se serrent autour de moi, des jeunes (des Tunisiens ?)… et des poignées de main qui me remercient.
Je traverse pile le parc qui ferme à 20 h 30. Cela a duré une heure tout juste.

Le marché aux « biffins »

Le lendemain, je passe voir deux amis intellectuels français, je leur raconte ce qui m'est arrivé. Le premier se moque gentiment de ma naïveté face aux méthodes de la police française ; dans la meute à courre, il pense reconnaître celles de la BAC. Il paraît que cette « brigade anti-criminalité » (créée par Pasqua) intervient, à présent, après les banlieues, aussi dans les quartiers « sensibles » de Paris.
Le deuxième (habitant le 20e) me dit que oui, bien sûr, la police ; mais derrière la police, les maires d'arrondissement ; mais derrière, les commerçants et la « communauté chinoise ». La maire du 20e surtout a fait sa spécialité de la *« guerre aux biffins »* (j'apprends ce mot signifiant chiffonnier et, par extension, vendeur à la sauvette), en mai elle a guidé sur le boulevard de Belleville une manifestation anti-biffins de quelque deux cents personnes. C'est du côté de la politique des maires PS (10e, 11e, 19e et 20e arrondissements) qu'il faut chercher.
Dimanche ma décision est prise, j'enquêterai sur le terrain. Dès le lendemain et pendant plus de trois mois, en fin d'après-midi ou début de soirée, me voilà en observation sur les six cent mètres de trottoir central entre la rue de l'Orillon et le métro Ménilmontant. Parfois presque en passant, le plus souvent en m'attardant une demi-heure, une heure, voire deux ; emboîtant le pas aux « patrouilleurs », parlant avec les gens, prenant des notes – et espérant retrouver mon petit homme pour l'interviewer. Hélas, je ne l'ai plus revu, ni je n'ai rencontré personne le connaissant ; j'ignore ce qu'il en est advenu.
Au jour le jour, j'ai tenu un journal fort succinct. Et fort long.
Mercredi 7 septembre. Vendredi dernier je dois être tombé en pleine opération policière d'envergure, les jours suivants le vide est fait. Quelques vendeurs, en marge du boulevard. Ombres inquiètes en attente. Discutant par petits groupes, l'œil au guet, prenant le pouls du vent. Surtout des femmes roms. Valises, cabas à roulettes, caddies, poussettes, mal dissimulés entre les voitures en stationnement. Mais hier, 20 h, environ deux cents, là où le boulevard se dépouille de ses arbres, entre les rues de la Fontaine-au-Roi et de l'Orillon. Aujourd'hui, à une heure moins tardive, au même endroit, une foule dense d'environ huit cents personnes, poussant sur une cinquantaine de mètres après l'Orillon vers le métro Belleville, s'effilochant en deux franges à droite et à gauche.
Du remous à la hauteur du *Zèbre* (un cabaret). Surgis d'on ne sait où, trois patrouilleurs, trois armoires à glace dépassant d'une tête les plus hautes têtes alentour. Le plus baraqué, deux mètres de haut, fonce sur un petit vendeur qui réussit à s'échapper en se jetant entre les voitures de passage (cette façon de se sauver au risque de sa vie, combien souvent la verrai-je depuis). S'il manque son homme, l'hercule ne manque pas le sac, il revient avec ; tandis qu'il piétine les marchandises au sol, le sac gît à côté, il le ramasse, le jette dans le caniveau, saute dessus, l'écrase à coups redoublés, regagne l'emplacement des marchandises ; disquettes et CD volent en éclats sous ses bottes. Je n'ai jamais vu un tel déchaînement contre des choses, on dirait que le fonctionnaire prend son pied à cette casse méthodique et sauvage. Ses deux collègues, c'est en esprit qu'ils participent, plantés là, deux coqs de combat rengorgés ; tantôt contemplant le carnage d'un œil atone, tantôt dardant alentour sur l'assistance des regards secs et durs. Une façon de tenir les gens à distance ?… je m'approche et m'attends à être repoussé, mais non. Alors je comprends.
Ce déchaînement destructeur n'est pas celui d'un homme, il renvoie à un autre et plus puissant déchaînement. C'est sa représentation simplifiée jusqu'à l'os. La trique métaphysique expliquée à monsieur Tout-le-monde, l'image en abrégé de la toute-puissance destructive de l'État. Tout comme ces choses détruites au sol ne sont plus des choses, mais une métaphore du ciel de la politique. Pouvoir et vouloir d'État tout à la mise hors d'État des infimes parmi les classes « dangereuses ». Ces agents doivent, veulent être vus : par les « biffins » et par les « anti-biffins » du quartier. Ils mettent en scène pour le peuple d'en bas l'État volontaire d'en haut et sa politique de l'émotion forte. Politique de force et de peur, peur animale et peur rêvée, avec en contrepoint le syndrome du propriétaire et l'imaginaire de la sainte frousse déchaînée, son armée de remèdes primaires et la force révélée de l'État protecteur.

« On déga-a-a-ge ! »

Combien n'ai-je pas vu, depuis, de ces casses (et, en moindre mesure, de distributions aux pauvres honteux du quartier des biens séquestrés aux pauvres venus d'ailleurs : *« Servez-vous ! c'est gratuit ! »*), et de ces agents de la force publique en guerre contre ce *« rebut de la société »* qu'est la condition *« pas digne »* et *« monstrueuse »* de chiffonnier (dixit la maire du 20e) – contre le crime de paupérisme qui, à même les trottoirs, fait resurgir d'anciens spectres et voir en plein jour le revers de la médaille d'une société dite « d'abondance ». Chaque fois, comme cette fois, les fonctionnaires repartiront fiers de la mission accomplie, d'avoir fait leur part de « pédagogie », leur cours d'instruction publique dispensé aux indigents. Allez, tirez-vous… *« On déga-a-age ! »*
Mardi 13 septembre. Ce hurlement prolongé, répété – hurlement de la meute lancée sur ses proies – hurlement du fauve qui vient de manquer sa proie – je l'ai clairement entendu aujourd'hui pour la première fois. Il montait, redoutable, de la terrible hure en colère de l'agent de mercredi. J'ai finalement saisi la signification de ce cri que j'ai déjà entendu sans le comprendre (et que j'entendrai maintes fois encore), venant d'autres gorges moins puissantes de fonctionnaires sur le pied de guerre. Signal de fuite générale du troupeau… *« On dég-a-a-age ! »*
Vers 18 heures. Environ sept cents personnes entre Couronnes et Ménilmontant. Une demi-heure plus tard, facilement plus de mille. Descente de police, deux voitures se succédant. Quelqu'un à mes côtés (face au métro Couronnes, de l'autre côté de la chaussée), dans son portable : *« Ils sont de nouveau là, même endroit »*. Tandis qu'une dizaine de vendeurs s'esquivent, « ils » vont droit au but : deux jeunes Maghrébins appuyés contre la rambarde du métro, contrôle d'identité, l'un est embarqué. Cela n'a duré qu'une minute, au milieu d'une foule très dense. Dans le même temps j'aperçois une patrouille de trois agents derrière la bouche de métro, on dirait qu'ils se cachent, ils scrutent au-delà de la foule vers Ménilmontant, l'un semble à l'écoute de son talkie-walkie. Visiblement, ils attendent quelque chose, mais quoi ?
Comme si les cors avaient sonné la chasse. Tous trois partent d'un même élan, courent vers le plus épais de la foule, trois autres accourent à leur rencontre venant de Ménilmontant, des hurlements éclatent, c'est la débandade, et les plus faibles qui font les frais de l'instruction de tous. Voilà le géant destructeur de la casse devant *Le Zèbre* : il traque une femme rom chargée d'un balluchon trois fois plus grand qu'elle. Rondelette, haute comme une pomme, elle le surprend par son agilité, fait du slalom entre les groupes débandés ; de dos on ne voit qu'un énorme balluchon bondissant au-dessus de deux talons rapides, slalomant entre les voitures dont crissent les freins, car l'agent ne la lâche pas. Les voilà tous les deux sur le trottoir d'en face,

engagés dans une étrange partie de course-poursuite autour d'une des jardinières en béton devant Darty – un ballet bizarre de sauts tantôt à droite, tantôt à gauche – aïe ! à ce jeu de cache-cache au travers des vides de la haie, le balluchon s'est fait surprendre à contre-pied... Le voilà abandonné entre les jambes entravées du géant, voilà qu'un commerçant spectateur s'en saisit (*« c'est pour si la dame revient le chercher... »*) et le rentre dans son magasin ; et voilà, formidable, un dernier rugissement dans le dos de la femme délestée qui prend ses jambes à son cou et disparaît déjà sur le trottoir central... *« On déga-a-a-ge ! »*
Ces patrouilleurs tout en bleu comme des CRS, ce ne sont pas des CRS. Sur l'écusson de leur bras gauche, une inscription : BST. Dont je découvrirai plus tard le sens.

L'ordre patrouilleur

« Belleville a été doté en février de la seule Brigade spécialisée de terrain (BST) de Paris, composée de 25 policiers. » (AFP, 29-6-11)
Remède du ministre de l'intérieur et *« promesse »* (lors de sa visite sur place, le 29 juin dernier) *« aux Asiatiques de Belleville de "mettre le paquet" »*, de faire *« entrer en action »*, d'urgence, cette brigade spécialisée afin de les faire se sentir *« davantage en sécurité »* (*ibid.*). Ceci, après les deux grandes manifestations *« asiatiques »* (plusieurs milliers de participants) *« contre l'insécurité qui gangrène le quartier »* (*Figaro Magazine*, 3-7-10), le 20 juin 2010 et le 19 juin 2011 ; après qu'à la réunion du conseil de quartier du 10 mai 2011 et à la manif suivante du 20 mai sur le boulevard de Belleville, la maire du 20e ait entonné la trompette de la guerre sainte sociale (voir ci-dessous) ; après les appels des maires PS d'arrondissement se plaignant de ce que *« les effectifs de police ne sont pas déployés en nombre suffisant »* (première adjointe au maire du 10e, *AFP*, 5-7-10) ; après que jusqu'à la *« fille adoptive de Jacques Chirac »* (*« d'origine vietnamienne »* et de *« sympathies sarkosistes »*) ait demandé, contre *« les voyous et la racaille »*, au ministre *« d'accorder d'urgence des effectifs de police supplémentaires »* (*Le Parisien* et *Libération*, 20-6-11).
C'est en lisant de tels articles que je me suis fait une idée de la toile de fond politique de ce déchaînement de violence publique – d'une police harcelant, terrorisant femmes et enfants et autres vendeurs ambulants inoffensifs. Je dis bien inoffensifs. Pendant tout le temps passé en observation sur le boulevard, je n'ai rien vu de louche de leur part (si ce n'est – et si c'est bien une présomption de vol, ainsi que l'écrivent les anti-biffins – la présence sporadique de rares vendeurs de portables ou de vélos, du reste non inquiétés par la police) ; jamais je n'ai vu de dealers ou de revendeurs de choses de valeur (comme j'ai lu aussi) soupçonnables d'avoir été volées. Ces gens sont bien, et de loin, pour la plupart des chiffonniers (j'en ai vu qui triaient les poubelles), ou plutôt, dirais-je, des récupérateurs écologiques, à qui la société devrait savoir gré d'un service rendu gratuitement.
Et j'ajoute que ce qui m'a frappé le plus, c'est leur capacité de souffrance, d'endurance, l'habitude du danger et de son quotidien retour, la paisible énergie du malheur. Jamais je n'ai vu un geste, entendu une voix de révolte. Je m'avoue, quant à moi, incapable d'une telle force d'acceptation. (Mais il est vrai que je n'ai pas vu les patrouilleurs s'attaquer aux « Harragas » sur le marché. Autre chose de s'en prendre à de petites femmes roms, ou « asiatiques », autre chose à des groupes de jeunes hommes fiers et vigoureux que je n'ai jamais vus faire un mouvement de recul à l'arrivée de la police.)
Est-ce bien là « les voyous » dont se plaint la « communauté chinoise » ? Bien là la cible de ses deux grandes manifestations de juin 2010 et juin 2011 ? – *« Au final, »* rien de nouveau (commente *Mediapart* au sujet du « paquet » du ministre), *« si ce n'est la généralisation des "patrouilleurs"... réinventés en vue de l'élection présidentielle "pour donner plus de visibilité" aux forces de l'ordre »*. (30-6-11)
J'ai illustré mon expérience de la visibilité de cet « ordre des patrouilleurs ». Trêve de cela. Rien n'est plus lassant que la banalité du mal se répétant toujours le même. Le même, et tout aussi brutal même lorsqu'il n'est que verbal (*« car ils ne sont pas des chiens »*), a répliqué, lors du passage d'une patrouille du commissariat, un Français à ma remarque que ces agents n'avaient tout de même pas été violents (comme les BST).

La guerre de la « propreté »

Ils *« se disputent et ils laissent tout leur commerce sur place quand ils s'en vont. C'est dégoûtant. »* (*Le Parisien*, 21-5-11) Ces mots sont d'une *« riveraine du 11e »* lors de la manifestation anti-biffins du 20 mai 2011.
Je ne peux douter de la bonne foi de cette dame. Je pense que, ou bien elle n'était pas assez informée, ou bien elle n'avait pas tout vu. Moi-même j'ai eu au début cette pensée : ils pourraient au moins emporter leurs affaires (en y regardant à plusieurs fois j'ai changé d'avis). Moi-même j'ai parlé à des riverains qui, tout en se déclarant non hostiles en principe aux vendeurs, déploraient la saleté laissée derrière eux ; et puis à d'autres, qui en me rapportant de tels propos les qualifiaient sans plus de *« racistes »*. Il est pourtant vrai que le boulevard est souvent jonché de tas de vêtements abandonnés.
Procédons par ordre. D'abord : septembre, octobre, novembre (et un bout de décembre) – je dois bien avoir passé une centaine d'heures, au bas mot, pendant autant de jours, sur le boulevard pour voir de mes yeux. Deux fois j'ai assisté à un début de dispute, impliquant des « Harragas » (je crois) et un ou deux vendeurs *« ne voulant pas d'histoires »* (avec la police), deux débuts vite apaisés par leurs voisins. Alors je me dis : ou bien j'ai joué d'une malchance singulière, ou bien, vu la rareté des disputes et la fréquence des abandons de vêtements, il y a là une généralisation et un rapprochement abusifs. Accoupler ainsi ces deux phrases « ils se disputent » et « ils laissent », à quoi cela revient-il sinon à peindre le tableau d'une misère chamailleuse qui s'étale, d'une déchéance extrême ? N'induit-il pas un rapport de cause à effet ? tant « ils se disputent », qu'« ils laissent » (ce rebut sur le sol public), et vice-versa : tant « ils laissent », qu'ils sont eux-mêmes ce comble du dégoûtant (le rebut hargneux de la société).
Deuxièmement : l'état de saleté du boulevard pendant et après le marché informel. C'est là le nœud de l'affaire, la raison massue (raison qu'on ne met pas en doute, car personne n'y regarde de près) de l'action des maires ; le pourquoi, à la manif du 20 mai contre le *« marché de la misère qui gangrène le quartier »*, la maire du 20e *« a dit haut et fort son "exaspération face à la dérégulation de l'espace public" »* et *« demandé à la préfecture de police "l'installation de cars de CRS en permanence sur le boulevard" »* (*Le Parisien*, 21-5-11). À ses côtés, les manifestants : *« scandant "oui à Belleville, non à Poubelleville" »* (*ibid.*) ; et les adhérents de *Belleville-Couronnes Propre*, fer de lance des anti-biffins, *« association de quartier »* promotrice de la guerre de la *« propreté »* auprès des riverains, des mairies et de la préfecture de police.
Son logo : *« Stop au marché sauvage »*. Son site : abondant en fantasmes qui, d'une part, présentent ce marché comme une vraie cour des miracles concertée (*« les trois quarts... des objets... ne vont pas trouver acquéreurs, même à 50 cts... vont être abandonnés laissant l'endroit transformé en décharge à ciel ouvert ; ceci sert de paravent à une autre activité : le recel de marchandises d'une certaine valeur, au centre du marché ou dans les rues adjacentes ; à la moindre alerte ces marchandises disparaissent sans laisser de traces »*, 1-3-2010 ; *« l'immense majorité de ce qui est vendu est volé ou contrefait »*, 10-5-2011), et, d'autre part – sans crainte de se démentir – comme une Babel où personne ne comprend personne, où tout le monde vole tout le monde et se bagarre avec son prochain pour n'importe quoi.

Son arme : le chantage électoral. Pétition de *« 300 signatures »* au préfet de police (8-10-11), adressée aussi au maire de Paris, à la maire du 20e, au député-maire du 11e et à une autre députée (tous PS). *« En dehors…* [des] *vols, agressions et trafics en tout genre, la prostitution et les risques sanitaires, le marché à la sauvette… interdit la bonne circulation des piétons et des poussettes »* – toutes *« nuisances »* non tolérées dans d'autres quartiers parisiens tels *« les Champs-Élysées »*. (Quant à moi, j'ai toujours pu circuler sans encombre, mais j'accorde que si l'on n'aperçoit que saleté et dégoûtation, on peut avoir de la peine à le faire.) Et c'est pourquoi la pétition demande la fin de toutes *« discriminations territoriales »* et l'*« égalité de traitement »* avec les autres quartiers : sans quoi, *« à la veille des élections, cela pourrait passer comme un manquement »*.
Les trois quarts des objets – abandonnés… etc. Encore une fois, je dois avoir joué de malchance, ou avoir eu la berlue permanente. Sans pouvoir affirmer que cela vaut aussi avant début septembre (mais certains me l'ont juré), je dois dire ce que j'ai vu depuis. Dans mon tour quotidien du boulevard, je n'ai pas remarqué de vendeurs partir en laissant « leur commerce sur place », sauf s'ils se sauvaient devant la police sans avoir eu le temps de remballer – à tel point que des fripes éparses au sol, ça a été vite pour moi le signe de son passage. Ce que j'ai vu par contre, c'est ramasser et ranger avec soin les affaires dans sacs et caddies. N'est-ce pas bien naturel, s'agissant de leurs biens acquis par leur travail de récupérateurs ?… Et n'est-ce pas, qu'en y regardant de près, le nœud de l'affaire se montre sous un autre jour ? Qu'en considérant les circonstances factuelles de sa production, change la physionomie de la « saleté après marché » ?

Dedans et dehors

L'association *Belleville-Couronnes Propre* revendique, non sans raison, devant le préfet et les élus PS, la *« mixité sociale »* réussie du Bas-Belleville : *« Des habitants de toutes catégories professionnelles, d'origines et de confessions diverses se côtoient, travaillent et vivent ensemble. »* Mais encore, quelle mixité ?
Lundi 19 septembre, 18 heures. Pas mal de vendeurs sur les trottoirs latéraux et central. Aucun n'ose sortir ses marchandises. Ils attendent, l'inquiétude sur les visages. Deux (bientôt trois) BST (le troisième, matraque au poing) se promènent sur le boulevard, ils s'arrêtent çà et là devant des groupes pour leur indiquer d'un grand geste le métro à prendre : Ménilmontant. Un gros costaud de patrouilleur se campe : *« Toi ! c'est la dernière fois ! »*, à l'adresse d'une femme rom de l'autre côté de la rue, en face du magasin DIA. Ni une ni deux, la jeune femme se met à courir balluchon au dos, il veut la poursuivre, elle a pris trop d'avance.
Une demi-heure plus tard, la même, en attente avec d'autres sur le trottoir latéral entre les rues Bisson et Ramponneau. Il fait chaud, les terrasses des cafés-restaurants débordent en tous sens sur le trottoir large et ombragé. Les clients, jeunes, moins jeunes, témoignent du quartier : toutes les couleurs se mêlent, souvent à la même table, ce genre de mixité a bien cours ici.
Les trois BST passent sur le trottoir central ; et le grand gaillard de voir la petite dame. L'apercevoir traverser la chaussée et bondir sur elle c'est tout un. Je suis plus qu'étonné de la rapidité, vivacité, de ces femmes roms. Comme celle d'il y a six jours, celle-ci sème son poursuivant, tout malabar qu'il est, et sans lâcher son précieux balluchon d'où s'enfuient quelques nippes.
Mais ce qui me bouleverse le plus, c'est la vue des gens aux terrasses. La scène s'est passée sous leurs yeux, au contact des premières tables. Le géant, lancé sur les trousses de la femme au balluchon – son hurlement de déception pour la prise ratée, flottant au-dessus du brouhaha de la rue et des terrasses – sa poursuite, s'exhibant sur une trentaine de mètres en face des cafés vers la rue Bisson et au-delà. Je n'ai perçu, chez les attablés, aucun mouvement de surprise ; je ne dis pas d'indignation, mais de participation au drame de cette femme traquée, à sa course folle pour échapper au danger.
Cette impression d'une indifférence sans rémission, j'ai voulu en avoir le cœur net. Les jours suivants j'ai observé les consommateurs aux terrasses. Cafés branchés, me dit-on ; petite et moyenne bourgeoisie, en gros. La plupart ne levaient pas les yeux, alors qu'en face, à dix mètres, occupant tout le champ visuel, plusieurs centaines de personnes à la merci des vagues répétées des patrouilleurs tentaient en vain de tenir leur petit marché de survie. Je dis ici ce que j'ai dit alors à des amis :
Mon étonnement ne fait que grandir ; au fur et à mesure prend racine en moi la vision de deux continents séparés par un océan infranchissable de quelques mètres d'asphalte. *« Haine et égoïsme de classe »*, *« racisme social »*, c'est peu dire ; il y a là plus que ça. Deux mondes incommunicables. J'ai songé, en les regardant, à des images d'autres temps : *« dedans et dehors »*, séparés par un mur. Si subtil soit-il. Ce mur marquait l'incommunicabilité sans merci d'un monde à part, il le séparait et le cachait et lui cachait le monde nocturne du dehors, des estropiés aux béquilles. Dans les peintures de l'« expressionnisme » social (Allemagne d'avant le nazisme) le dedans était un monde bourgeois, fêtard, et les bourgeois étaient des brutes retranchées dans leurs tanières dorées, des champions d'un égoïsme sordide ne pensant qu'à assouvir leurs pulsions, gourmandises.
Sur le boulevard c'est différent, rien n'empêche la vue. On voit, on se montre, on n'ignore pas. Ce monde n'est pas muré. Mais on fait comme si. Potentiellement, c'est pire, sur le boulevard, si humain. Autrefois, le « dedans » des vices bourgeois, privés, était séparé de la société ; et les pauvres faisaient partie du « dehors » social et du paysage urbain. Mais quand, coupables de montrer leurs béquilles, ce sont les estropiés sociaux qui sont les brutes citadines ? Quand ce sont ceux du trottoir d'en face qui sont coupables de brutaliser notre « humanité » ? (d'estropier les vertus de notre *« mixité sociale si chère à l'État qu'il en a fait un objectif prioritaire du programme national de rénovation urbaine »* ?)… Quand c'est le dehors, le paysage social même de la ville, qu'on veut changer ?

Nettoyage social

Lisez la lettre et la pétition de *Belleville-Couronnes Propre* au préfet et aux élus PS. Lisez la calme, inébranlable férocité de cette voix du droit profané, exigeant, *« dans le cadre et sous le contrôle de notre démocratie »*, le *« respect des droits et des devoirs de chacun »*, le respect du *« droit commun »*, *« dans un État de droit »*, de voir l'État expulser les indésirables de *« nos quartiers »*.
Écoutez la maire du 20e plaidant la même cause au conseil de quartier du 10 mai, faisant sa leçon d'histoire sociale morale des chiffonniers. Ils *« étaient le rebut de la société, rejetés par les bourgeois au-delà des fortifications… ils vivaient sur des tas d'immondices avec leurs enfants, c'était monstrueux. »* De même aujourd'hui : *« il n'y a aucune dignité dans la misère »*. (*www.parisseveille.info*, 16-5-11, tract EELV 20e et PG 20e)
Indigne Victor Hugo ! qui consacra plus de 1500 pages à montrer la dignité des *« Misérables »*. Indigne socialisme du 19e siècle ! né d'abord pour fustiger l'indignité de leurs argousins bourgeois. La maire, elle, socialiste du 21e siècle, se dit *« exaspérée »* par la misère indigne qui a *« créé une zone de non-droit »* à Belleville (*le75020.fr*, *ibid.*), et par un État laxiste qui ne met pas assez le paquet pour rétablir le droit et faire sa besogne, à l'exemple des bourgeois parisiens d'antan.
On a là les lignes de force et le fil reliant ce qui se passe réellement et dans les têtes. La boucle bouclée et la politique du bouc émissaire. Le mécanisme politique de fond, de corruption des pratiques et des idées « sous le contrôle de notre démocratie » étatiste, le chantage électoral accepté, consubstantiel à la démocratie et à l'État. Des « riverains » électeurs qui en appellent aux « élus » – des élus et riverains tous ensemble qui en appellent à l'« État » – et la police d'État qui fond sur les indésirables (d'autant qu'ils sont « étrangers ») et en appelle à la collaboration des élus et des riverains : *« Le 5 octo-*

bre dernier », à la préfecture de police, le « *directeur de la Sécurité de proximité de l'agglomération parisienne… réaffirme le souhait d'un soutien des actions de la BST… de la part de la population et la nécessité d'échanges entre la police et la population.* » (*Belleville-Couronnes Propre*, 17-10-11)
Mardi 8 novembre, 18 h. Environ 400 vendeurs, entre Couronnes et Ménilmontant. Et Lou (jeune étudiante) qui vient vers moi : « *Terrible !* »… Elle me fait le récit de « *scènes affreuses* » depuis la dernière fois qu'on s'est vus. « *Un flic bondit de sa voiture, il dirige sa gazeuse sur une femme rom : "Tu dégages ! sinon…" Ce sont souvent les Roms qui sont visés. On ne peut pas les expulser légalement, du coup on leur ôte le droit de travailler, on terrorise les femmes et les familles pour qu'ils partent "volontairement". C'est honteux !* »
Une demi-heure plus tard, métro Couronnes. Je vais partir lorsqu'elle me montre trois agents : « *Une opération se prépare, je viens d'entendre : "Tu as ta gazeuse, oui ? – Oui !"* » Elle me montre deux éboueurs qui s'approchent, une benne à ordures qui vient de Belleville, suivie d'une voiture « mairie de Paris » : « *Une opération de nettoyage. Tu vois les trois huiles dedans, ils sont là pour le spectacle.* » (En effet ils suivront la benne tout au long sans mettre pied à terre.) Plusieurs (et surtout Lou) m'ont parlé d'agents « mairie de Paris sécurité », de bennes « propreté de Paris » travaillant de concert avec la police. S'il m'est arrivé de voir les premiers, je n'ai pas vu de bennes à l'œuvre. Tant pis pour mon rendez-vous, j'arriverai en retard.
Le camion s'est arrêté, ça bouchonne et ça klaxonne. Il redémarre tout doucement ; puis accélère d'un bond lorsque les trois patrouilleurs s'élancent, matraques au poing, en jetant leur cri de guerre sur le trottoir central devant Darty : « *On déga-a-a-ge !* » Les vendeurs, pris de court, décampent. Boulevard désert et jonché de monticules presque jusqu'à Ménilmontant. Les agents (au nombre de cinq, les deux autres venus de là-bas dans une manœuvre d'encerclement) forment un large cercle au centre duquel travaillent les deux éboueurs ; la besogne est vite expédiée, je ne compte pas les containers de fripes bien tassées dont le contenu, par deux, disparaît dans la gueule de la benne. En moins de cinq minutes c'est terminé, camion et huiles et agents partis. Et moi aussi. Avec, dans les yeux, l'image d'un mécanisme bien huilé, et dans les oreilles les derniers mots de Lou après qu'elle m'a indiqué un groupe de femmes rom épiant depuis un coin de rue : « *Nettoyage ethnique ! Nettoyage social !* »

La peur bleue

Sur le boulevard, par les belles fins d'après-midi de septembre, j'ai rencontré des connaissances, d'anciens sans-papiers de l'occupation de la Bourse du travail – et Lou. Lou a été, de loin, ma principale source d'information, riche en commentaires. C'est elle qui m'a donné les premières indications détaillées sur la manif anti-biffins du 20 mai : « *Écharpes tricolores en tête, une camionnette tapissée CFDT avec sono, deux, trois cents personnes, les petits fachos du coin. Ils s'affichaient derrière les maires avec leurs slogans : "Belleville n'est pas une poubelle !" – c'est-à-dire : vendeurs, étrangers, égale déchets.* » Elle, qui m'a conseillé d'« *aller sur Indymedia : des témoignages courts, anonymes, mais véridiques* ».
C'est grâce à elle que j'ai eu une foule de précisions sur :
Strict quadrillage du quartier depuis deux ans ; fouilles et interpellations au faciès ; rafles de Roms et de sans-papiers chinois, tunisiens, et autres ; violences physiques, menaces à la matraque, au flash-ball, gazages, parfois blessures, chiens contre des personnes ; mais aussi scènes de résistance d'une partie de la population (même chinoise, notamment lors d'arrestations arbitraires) allant jusqu'à l'émeute. Harcèlement, arrestations de « Tunisiens de Lampedusa », déchirement de leurs papiers délivrés en Italie, afin de les forcer à demander l'« aide volontaire au retour » ; ce témoignage de l'un d'eux : « *La France c'était mon rêve ; le rêve a mal tourné ; la police ici n'est pas mieux que celle de Ben Ali ; nous sommes peu et seuls, eux beaucoup, lutter ne sert à rien ici ; ils ont donné le nom de Mohamed Bouazizi à une place de Paris ; mais le maire fait spolier et arrêter les Mohamed Bouazizi d'ici par la police ; il nous a fait expulser du gymnase ; c'est ça la France.* » Et cette interrogation d'un « biffin » : « *On nous chasse de partout, on nous interdit notre travail, mais il faut vivre – ils veulent nous jeter à tout prix dans la petite délinquance ?* »… Et puis, sur la « rénovation » du quartier, fin mot de l'histoire : « *Ces habitants… affirment ne plus supporter le marché sauvage, parlent de nuisances quotidiennes, d'insécurité, de coupe qui déborde… et de dévaluation immobilière. Les activités des biffins feraient baisser les prix de leurs biens fonciers. Inacceptable.* » (Journal *Article11*, oct.-nov. 2011) Voilà au bout de quelle hampe flotte l'étendard de la « dignité » déployé par des élus PS : propreté, sécurité et – prix du mètre carré. L'« image » sonnante et trébuchante d'un « *Belleville bobo* », à l'image d'un électorat petit et moyen bourgeois à la pointe de la guerre sociale pour la valorisation de la rente foncière.
Il fallait évoquer rapidement cela pour élargir le champ visuel. De ce que j'ai vu, j'ai donné plus haut quelques échantillons. Si je m'en suis tenu là, c'est que Lou (comme d'autres) n'a pas voulu d'interview. Par peur, m'a-t-elle dit – « *la peur bleue* », la peur des bleus : d'être reconnue et inquiétée, même sous pseudo. « *Si tu essayes de témoigner, ils t'emmerdent. J'ai vu des photographes, des cameramen menacés, bousculés, poursuivis, images effacées. Moi-même, un flic à vélo m'a rudoyée parce que je tentais de prendre des photos. Non merci ! C'est la loi du silence.* »
Nous les Italiens, nous connaissons de longue date des « délits d'opinion » codifiés (depuis le code pénal fasciste). Découvrirai-je aujourd'hui en France un « délit de témoignage » informel œuvrant même après les contrôles d'identité dans la rue ? Le présent récit sera alors à lui seul le corps du délit.
Mais qu'en sera-t-il demain, si les conditions générales s'y prêtent, de ces jeunes agents formés à l'exercice de la violence, de la terreur, et à traiter comme du bétail les populations faibles et démunies ? N'ont-ils pas conscience que la présence de témoins est un garde-fou contre les « bavures », que témoignage rime avec gage – gage d'avenir de leur qualité d'hommes ?

L'éditorialiste

[NOTE. Depuis décembre, le nettoyage est fait. La présence de vendeurs ambulants sur le boulevard est sporadique et faible. La présence policière sans relâche.]

Étranges étrangers

Kabyles de la Chapelle et des quais de Javel
hommes des pays loin
cobayes des colonies
Doux petits musiciens
soleils adolescents de la porte d'Italie
Boumians de la porte de Saint-Ouen*
Apatrides d'Aubervilliers…

Étranges étrangers

Vous êtes de la ville
vous êtes de sa vie
même si mal en vivez
même si vous en mourez.

**(Bohémiens)*

Jacques Prévert

Les Roms de « la Baraka »

Volontaire l'incendie ayant entraîné mort d' homme

Il est presque 16 heures, au 163 rue des Pyrénées dans le 20e arrondissement de Paris. Une petite foule de quelque soixante-dix personnes est rassemblée là, par une après-midi grise, sous un ciel pluvieux, aux pieds d'un vieil immeuble de deux étages bâti à la limite d'un square qui monte en pente raide vers le cimetière du Père-Lachaise : une quinzaine de Roms, des représentants d'associations de soutien, des individus solidaires, deux ou trois photo-reporters free-lance.
Sur une table, quelques victuailles, des boissons. Une fille du collectif de la Baraka, une bombe de peinture à la main, trace sur le trottoir : *« À Ion Salagean mort dans l'incendie le 24 octobre 2011 »*. (Le lendemain, il ne restera déjà plus que : *« À Ion Salagean mort… »*).
Trois agents arborant sur la poitrine et au dos « Mairie de Paris sécurité » surveillent, un peu à l'écart, pendant un bon moment. Lorsqu'ils s'éloignent, apparaissent et passent à pas lents deux agents de la police nationale, un œil sur les présents. La commémoration annoncée la veille se déroule très discrètement au milieu de chuchotements étouffés ; nul regard curieux de voisin ou de passant ne se lève vers la petite assemblée.
Du trottoir d'en face, estompée à travers les branchages des arbres qui commencent à perdre leurs feuilles, on a une vue d'ensemble. L'immeuble d'à côté (opposé au square), a un aspect vieillot mais habité bourgeoisement. Son mur aveugle donnant sur la Baraka dresse vers le ciel ses cinq étages (plus rez-de-chaussée) de rangées de pierres et de briques : un mur « d'attente » en surplomb au-dessus du vide. La cour du 163 qu'on devine profonde et vaste fait l'effet, là-contre, avec son immeuble vétuste et bas, d'une invitation adressée à l'appétit de la spéculation immobilière.

Les Roms (jeudi 3 novembre)

L'interview se déroule sur le trottoir, devant un portail en fer noir, fermé. À côté d'une porte piétonne de même façon et couleur. Portail et porte sont surmontés d'une rangée de pointes de fer longues d'un mètre et plus. La porte aussi est fermée, et gardée par un vigile tout de noir vêtu.
« Site protégé par maître-chien et agent de sécurité BODYGUARD », annonce une plaque métallique clouée sur un des vantaux du portail. Par les interstices, rien ne s'aperçoit de l'incendie ; mais on voit dans la cour des hommes habillés pareil.
(Le lendemain, l'un d'eux me dira s'agir d'une entreprise privée ; savoir, quant à lui, que le site est propriété de la mairie, et : *« Pourquoi qu'on fait la sécurité pour la mairie ? faut demander au patron ; on est là, on obéit à ses ordres »*. Impossible de visiter les lieux.)
Parler avec Maïssoun du collectif de soutien… lui exposer le projet de ce numéro du journal, pourquoi un article sur l'incendie serait pertinent… La voilà ; un rendez-vous est pris. Elle suggère, si je veux interviewer les Roms, de le faire sur-le-champ, ils sont dispersés aux quatre coins loin de Paris, ils ne reviendront pas de si tôt.
Nicolae (un chef de famille) le confirme : il ne pourra pas, car il habite trop loin. Un jeune Rom lui sert d'interprète, quoiqu'il parle lui-même passablement le français.
« D'abord, je voudrais remercier les associations qui nous ont aidés pendant plus d'un an. Beaucoup d'associations, des gens très bien… Avec les voisins ça se passait aussi très bien, beaucoup venaient chez nous à la maison [à la Baraka], *prendre un café, parler ensemble. Contre nous, il n'y avait qu'un petit groupe, 15 ou 20 personnes. Ils nous reprochaient les bruits, les allées et venues, la saleté… »*
C'est classique ; est-ce qu'on peut parler d'accusations racistes ?
Nicolae réfléchit, puis, calmement : *« D'au-tres voisins, ils venaient, mais est-ce que je sais ? je ne sais pas ce qu'ils avaient dans le cœur. »* (Rappelons tout de même ces mots de l'éducateur qui s'occupait de la scolarisation des enfants : la Baraka, *« c'était très propre »*. *Le Parisien.fr*, 25 octobre)
On passe à l'incendie, Nicolae en parle en sa langue, il en discute avec son jeune interprète, après quoi seulement celui-ci traduit. (Mais ces mots répétés plusieurs fois, le seront toujours en français : *« en une minute »*.)
« Deux mois avant, trois personnes sont passées par derrière, par le jardin public, sur le toit du hangar où nous habitions ; par là c'était facile. Ils tapaient, ils couraient sur le toit pour nous faire peur, nous faire partir. Nous les avons vus, sans les reconnaître… L'incendie a été une vraie surprise. Tout s'est effondré en une minute. Le feu est arrivé par derrière. Ce n'est pas l'électricité, il y avait le feu et il y avait aussi l'électricité. »
Une femme et un homme (Vasil, le père du jeune) ont écouté en silence, mais là, ils prennent la parole, les deux ensemble, clairement encore sous le coup de l'émotion. Leurs voix se mêlent (la dame en romani, l'homme de même, mais avec des mots de français), et, se superposant aux leurs, la voix du jeune qui discute, puis cherche à traduire sans que les autres lui en laissent le temps. Ils voudraient que je note des propos que je n'entends pas. Et Nicolae qui s'éloigne…
Voici mes notes :
« Nous sommes restés ici un an en paix, en une minute tout a flambé. Des flammes très hautes. » (Vasil)
« Le feu a pris par l'arrière de la maison, en bas. Il s'est vite propagé vers le haut et vers l'avant. Si vite que la dalle en béton [Vasil indique une épaisseur de dix centimètres pour matérialiser la dalle entre le rez-de-chaussée et l'étage du hangar] *s'est effondrée en deux minutes. »*
« Deux minutes », confirme en français la dame ; *« pas plus »*, dit le fils.
Un Français intervient, il était présent. Il dit que la dalle a mis 10-15 minutes à s'effondrer. Le trois Roms ne sont pas d'accord, ils contestent ferme : *« deux minutes ! »*.
Sans doute ai-je un air incrédule, car le fils de Vasil me toise, et dit d'écrire dix minutes si je veux. C'est leur interview, ce n'est pas à moi de décider. Alors il se dit d'accord pour *« cinq minutes »* ; mais pas plus.
« Nous avons eu juste le temps de nous sauver. Quand les pompiers sont arrivés, tout était tombé. »
La soudaineté, l'importance du feu, la rapidité de sa propagation vers le haut et vers l'avant attestent, selon Vasil, que *« la cause n'est pas l'électricité »* ; il répète avec force *« pas l'électricité ! »*
La plupart des personnes sont parties. Sous la pluie qui commence à tomber, je crois comprendre que pour Vasil, pour son fils, pour la dame, il ne fait aucun doute que quelqu'un ait mis le feu, versé de l'essence. Une telle violence d'incendie ne saurait s'expliquer autrement. Mais ils n'ont rien vu ni personne (et Nicolae non plus). Ni ils n'ont employé le mot essence. Je l'ai employé. Sans obtenir de réponse. Mais leur ardeur, leur insistance, la force du ton, sont communicatives, elles suppléent la lacune. Je pars pensif sous la pluie : encore un crime raciste voué à l'impunité ?
(Avant de partir, à une dernière question, le jeune homme répond que les occupants étaient 140. J'ai lu 114. *« Non, 140. Quarante enfants et cent adultes. »*)

Maïssoun (dimanche 6 novembre)

Trois jours plus tard, entrevue avec la jeune femme. Cette fois-ci, je me suis préparé, j'ai lu des articles, dans les journaux et sur le net. Éclaircissement, tout d'abord, de quelques points obscurs de l'interview des Roms ; disposition des bâtiments, locaux et abords… Puis une question en suspens depuis jeudi.
Dès le lendemain de l'incendie, une dépêche AFP (25 octobre), citant *« une source proche du dossier »* (enquête ouverte par le parquet), parlait du *« témoignage d'une personne qui affirme avoir vu "des individus jeter des cocktails Molotov" »* et d'un communiqué du collectif contre la xénophobie disant *« que des "individus en cagoule (avaient) attaqué la Maison des Roms »* et *« faisant état de menaces proférées deux jours plus tôt par de "prétendus voisins" »*.
As-tu davantage de précisions ?
« Je répondrai par notre communiqué du 28 octobre. »
À l'écran de l'ordinateur s'affiche le site du collectif, elle ouvre le communiqué (que je copie) ; je lis : *« Des personnes ont déclaré avoir vu des ombres se faufiler sur le toit facilement accessible »*, le soir de l'incendie.
Elle ajoute : *« J'ai moi-même parlé à l'agent EDF venu avec les pompiers. Il m'a dit*

exclure que l'électricité soit à l'origine de l'incendie.»

«Le bâtiment détruit était le seul habité. Un bâtiment industriel (rez-de-chaussée et un étage) au fond de la cour. Il avait été divisé en "baraques" par les habitants. Chaque famille sa "baraque", sa maison : "baraka" en romani. D'où "maison des Roms la Baraka" ; mais aussi en jouant sur le mot arabe "chance". Le bâtiment avait été déclaré salubre par l'architecte de la préfecture. Par contre, le bâtiment qu'on voit de la rue, il était vide et n'a pas été incendié.

«Le site avait été occupé fin novembre 2010 par des Roms chassés de Montreuil par la police. Le 12 août dernier, le tribunal a prononcé l'expulsion des familles à la demande de la mairie de Paris. Mais depuis, celle-ci accordait des délais de fait, en attendant que des solutions de relogement soient trouvées ; par contre la maire du 20e faisait pression pour accélérer l'expulsion.

«Dans le voisinage circulait une pétition contre la présence des Roms. Le 18 octobre, un rassemblement (une vingtaine de personnes en colère) s'est tenu juste devant. Ils ont essayé de pénétrer par le portail d'entrée, puis par l'arrière. Ils se disaient accompagnés par l'avocate de la mairie, un mensonge. Depuis, devant une telle hostilité, les familles s'étaient enfermées.

«Quelques jours plus tard, une dame s'est présentée, se disant mandatée par la mairie. Les habitants lui ont ouvert car elle était déjà venue quinze jours avant prendre des photos "pour le diagnostic des travaux en projet". Elle a refait le tour ; un homme, soi-disant l'entrepreneur, l'accompagnait.

«Le soir même une tentative d'intrusion par la porte arrière a effrayé les familles, elles se sont barricadées. Six jours après, il y a eu l'incendie.

«Plus d'une centaine de personnes ont été mises à la rue, démunies de tout, ayant tout perdu. La plupart n'ont eu droit qu'a trois nuits d'hôtels. Elles ont été ensuite dispersées, sans communication de la liste de celles prises en charge, ni de leurs adresses, aux associations qui les suivaient depuis plus d'un an.

«La mairie a remis leur sort à Emmaüs Coup de main, association inconnue par les familles. Ainsi les a-t-elle isolées des associations qui assuraient leur accompagnement administratif, médical, scolaire, et aussi des solidarités existantes d'autant plus précieuses en ce moment. Nous avons appris par la suite que plusieurs ont accepté des "retours volontaires" proposés par Emmaüs Coup de main.

«Le plus urgent, maintenant, c'est un relogement stable et digne pour tous les sinistrés ; nombreux sont les enfants en bas âge et en âge scolaire.»

DEUXIÈME DÉPÊCHE AFP (MERCREDI 16 NOVEMBRE)

«…Thèse accidentelle désormais privilégiée… Revirement du seul témoin… Les policiers ont notamment réussi à établir "qu'une cheminée artisanale était en construction à l'intérieur de l'immeuble et que plusieurs réchauds étaient également à l'intérieur", a précisé un responsable de la police judiciaire. De plus, les résultats des analyses du laboratoire central n'ont relevé "aucune trace d'hydrocarbure"… Face à ces éléments, le jeune Roumain "a reconnu avoir menti devant les enquêteurs".»

Dès le lendemain matin de l'incendie, le déblaiement des décombres était *«en cours»* (AFP, 25 octobre). Une affichette de la mairie collée sur le portail quelques jours plus tard précisait que *«le hangar* [a été] *démoli»* le 25 et que l'*«arrêt d'interdiction à l'occupation et à l'accès du public a été pris le 26 octobre par la police»*.

Est-ce que le foyer de l'incendie a pu néanmoins être déterminé, des échantillons prélevés ? La dépêche ne le dit pas. Sans cette information (sans l'analyse d'échantillons du foyer), parler de *«résultats»* a l'air d'avancer des conclusions qu'ils ne comportent pas. La même chose pour la cheminée et les réchauds. La première, *«en construction»*, n'était vraisemblablement pas en état de fonctionner ; encore fallait-il que le feu y soit allumé. Et les réchauds ? quel genre de réchauds ? allumés ?… À quoi bon des informations si vagues, impropres à démontrer quoi que ce soit ?

(À noter aussi : *«Au cabinet du maire»* de Paris on souligne *«que le "163 Pyrénées" n'était pas un site prioritaire en termes de dangerosité incendie…* [et qu'il] *"était régulièrement contrôlé par nos services".» Le Parisien*, 27 octobre)

N'empêche : autant d'*«éléments»* propres à provoquer le *«revirement du seul témoin»*.

Police judiciaire et CRS, cela fait deux. Mais comment ne pas songer au revirement de la victime, page 3 de ce journal ? En l'occurrence, les CRS ont fait preuve de leurs talents. *«Seul témoin»*, dit la dépêche… Et les autres habitants de la Baraka ? Le lendemain et les jours suivants la presse rapportait leurs témoignages (analogues à ceux ci-dessus) : ne seraient-ils pas crédibles, venant des Roms ?

Considérons quelques faits récents. Le détail des incendies dans les campements et squats roms d'Île-de-France (dépouillement des journaux français, base *Europresse* BPI, internet, deux dernières années) donne ceci. 2010 : Orly, février, 2 enfants morts ; Gagny, avril, un enfant mort ; Bobigny, juillet et août (ce dernier *«déclenché par un cocktail Molotov»*, *Le Monde.fr*). 2011 : Orly, janvier et avril (même campement) ; Bobigny, février ; Ivry-sur-Seine, février, un homme mort ; Paris, porte de la Villette, juillet. Cela fait 4 incendies et 3 morts en 2010, et 6 incendies et 2 morts en 2011 (Baraka comprise).

Cette liste ne comporte que la partie émergée de l'iceberg, les incendies qui ont retenu l'attention de la grande presse, soit par le fait des morts, soit par leur caractère *«spectaculaire»* (*Le Parisien*, 8-2-11).

Ce qui frappe, dans les dizaines d'articles compulsés, c'est la *«piste de l'accident»* régulièrement mise en avant par les *«enquêteurs»*. Mais lorsque le journaliste va lui-même enquêter sur place, alors il trouve autre chose, et, par exemple (Ivry-sur-Seine, février 2011), que *«des occupants du site réfutent cette éventualité. Certains évoquent une personne "qui a jeté quelque chose sur le terrain", d'autres la vitesse à laquelle l'incendie s'est propagé pour étayer l'origine criminelle du sinistre.»* (*Le Parisien*, 8-2-11) Alors, ce qui frappe, c'est la répétition des mêmes mots par des Roms victimes d'incendies différents.

Le chef de l'État, le 30 juillet 2010, a qualifié les campements roms de *«zones de non-droit que l'on ne peut pas tolérer en France»*. Son discours a été le signal de la curée dans la chasse d'État contre une minorité ethnique (entre autres, circulaire datée 5 août 2010 du ministère de l'intérieur vouant les Roms à l'expulsion hors de France). Il constitue, depuis, le haut patronage moral de ceux qui se sont fait un devoir d'attaquer une population et ses habitations.

La police judiciaire doit forcément avoir une vue d'ensemble de la partie cachée de l'iceberg (avoir des données plus larges et précises que les nôtres, des statistiques que nous n'avons pas). À elle de fournir (en même temps que la justice) les éléments qu'on est en droit d'attendre, pour montrer, devant le tribunal de l'histoire, qu'elle n'est pas, elle aussi, dans le sillage des discours stigmatisant les campements roms comme des *«zones de non-droit»* ; pas en train d'apporter des pierres à l'édifice d'une sorte d'*État second*, un *État de non-droit* pour les exclus.

[Après la rédaction de cet article, les familles roms ont été expulsées du 1 rue Florian, proche de la Baraka incendiée. Selon des témoignages rapportés par le site du collectif contre la xénophobie, elles occupaient cet immeuble depuis le 17 novembre ; la police était passée le 19, l'expulsion a eu lieu **«sans jugement judiciaire»** ***le 22, alors que celui-ci est requis passé 48 heures. Les hommes et plusieurs femmes ont eu des OQTF, alors que les Roms sont des citoyens européens. Un État où la police a pour règle son propre arbitraire, où elle peut systématiquement, impunément imposer aux faibles et sans défense sa loi, différente des lois en vigueur, un tel État s'appelle, en bon français, en histoire des institutions, en théorie de l'État, non plus un*** **«État de droit»**, ***mais un*** **État de police.*]***

Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis.

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen [partie intégrante de la constitution en vigueur], art. 7.

Des squats, des foyers, des sans-papiers...

Pas de marché libre, pas l'ombre d'un vendeur, pas de femmes roms en attente sur les trottoirs... Le boulevard est bien vide, en ce dimanche après-midi de fin octobre. Venant de Ménilmontant, une musique populaire vaguement tzigane.
À côté du métro, des jeunes musiciens. Un stand de livres, un de boissons, un troisième : *« Distribution gratuite de vêtements »*. Tendue entre deux arbres, une banderole : *« Lutte de classe – quartier libre. »*
Quelqu'un me fait signe... *« Quelle surprise ! »* La dernière fois qu'on s'est vus – il y a bien deux ans – il était étudiant à Paris-Dauphine. Maintenant il est squatteur dans le 20e ; et parmi ceux qui ont organisé cette journée « quartier libre ». Je lui explique le projet de ce numéro du journal ; il m'invite à visiter son squat et un autre tout proche.

Au 194 rue des Pyrénées ; au Malandrin

Une table avec des livres et des tracts, devant un ancien hôtel-restaurant à deux pas de la mairie. *« Le site appartient à la mairie mais il est géré par l'Aftam, bailleur social connu pour ses méthodes expéditives. Le squat venait d'ouvrir, le 12 octobre, et déjà un référé et une plainte étaient déposés. Il y a quelque temps, aux Amandiers, ils ont vidé un foyer de travailleurs immigrés : habitants dispersés ou à la rue. Faut aller les voir. »*
Des gens s'arrêtent, s'enquièrent. Ils se plaignent des loyers inaccessibles, des expulsions qui vont reprendre à la fin de l'hiver. Ils repartent emportant les tracts et une brochure de conseils pratiques pour les squatteurs.
Quelques jours plus tard, au « Malandrin » (14 rue Landrin), occupé depuis avril. Ce squat se distingue par sa volonté d'ouverture sur le quartier : projections et débats sur des thèmes politiques (dernièrement, 5 films sur *« banditisme et révolution »*), et bibliothèque de prêt gratuit. Sur les étagères, un bon millier de titres, où dominent l'histoire et les essais : *« histoire des luttes et théorie critique »*, précise une voix.
Les présents sont jeunes, comme rue des Pyrénées, entre vingt et trente ans (étudiants, précaires, chômeurs ?...) La discussion roule sur le mal-logement, la propriété privée, la politique de la ville, la spéculation immobilière ; sur *« devoir payer pour exister »*, *« s'organiser contre toutes les expulsions »* pour s'opposer à l'expulsion programmée des classes populaires hors de la ville.
« Il y a les bons et les mauvais squats ; les squats d'artistes sont tolérés. Ça promet pour l'avenir, les bobos ; pognon facile, commerces, affaires, image. Les mauvais sont ceux qui bafouent la propriété. Préfecture, mairie, bailleurs sociaux, promoteurs, tous contre.
« Le 14 octobre il y a eu l'expulsion du 18 rue Olivier Métra, occupé depuis une semaine. Expulsion violente et illégale, car, pour la flagrance, la limite est de 48 heures. Mais ils s'en moquent de la loi, tout comme des témoignages des voisins. Dès six heures du matin le quartier était bouclé pour empêcher la solidarité. Ils ont mis les moyens pour expulser quelques jeunes : flics et gendarmes par centaines. Le propriétaire ? un agent immobilier. »

Au foyer « Les Mûriers »

Il fait sombre, humide et froid, à neuf heures du soir du jeudi 10 novembre, devant l'énorme bâtisse du 16 rue Fernand Léger, parallèle à l'avenue Gambetta là où elle longe le cimetière du Père-Lachaise en montant vers la mairie du 20e.
Lundi, j'avais parlé avec quelques personnes, elles sont là pour l'interview. On s'installe, d'autres s'approchent. Sur notre gauche, une tente-abri ; en face, en haut des marches extérieures de l'édifice, appuyé contre les parpaings de l'entrée murée, un petit meuble : des boîtes de conserves et de biscuits, des boissons aux fruits. Sur la chaussée et les trottoirs, un large chantier de travaux publics.
Sept, huit jeunes hommes des pays de l'ancienne Aof (Afrique occidentale française), un, deux Maghrébins. Je les distingue mal dans la pénombre qui se répand d'un lampadaire impuissant à travers les feuillages des arbres. Tous sans-papiers sauf un, ancien de la Csp75 régularisé lors de l'occupation de Baudelique ; il vient *« tous les soirs par solidarité »* après son travail. Participent à l'interview Ducouré, Diallo, Tounkara, Diakité, Élie, Baba...
« On a décidé de rester pour protester contre les mauvais traitements. On campe dans la rue, on dort dans les environs, où nous pouvons. Ils ont tout muré, » geste large englobant l'édifice, *« pour nous empêcher de rentrer. »*
Qui parle est un Guinéen, l'écœurement et son franc-parler aux lèvres. Un deuxième geste vers l'immeuble : *« Quand je suis arrivé, je pesais 64 kilos, maintenant je fais 58. »*
Je crois distinguer sur son visage (ce sera l'effet des ombres) les signes de l'émaciation : un visage de jeune ascète noir. On devine, sous de lourds vêtements, sous le bonnet de laine qui lui descend sur les yeux, un corps trop maigre pour sa taille. Il veut partir manger, je le prie de rester le temps que je prenne des notes. Pestant contre sa condition de sans-papiers, tout en faisant le geste de partir, il reste ; mais il exige que les autres aussi, qui commencent à s'éloigner.
Le foyer a été évacué en juillet. Sur sa masse imposante, marquée de larges plaies mettant à nu la carcasse rouillée, l'injure et l'incurie des ans s'accusent d'autant plus que le rez-de-chaussée et les deux premiers étages (sur cinq) paraissent récemment murés.
Quelqu'un apporte une petite torche, Ducouré s'en saisit, il la tiendra braquée sur le clavier de l'ordinateur tant que je tapote dessus.
Le Guinéen : *« C'était un grand foyer, énorme, un millier de personnes. Surtout des Maliens et des Sénégalais, des gens très accueillants par leur culture. Beaucoup de sans-papiers. Dans les chambres (à un, deux, ou trois lits) il y avait plusieurs personnes ; plusieurs couchaient par terre ; dans les couloirs aussi. Une centaine. Les conditions de vie étaient trop dures. On dormait sur des cartons, dans les couloirs. Il y avait plein de rats, gros rats, qui nous marchaient dessus pendant la nuit. Les rats c'était notre couple. »*
Élie : *« Des rats gros comme des lapins. »*
Diallo : *« À six heures du matin, il fallait partir, ne revenir que le soir. Le soir, plus de cartons. Jetés par l'Aftam dans les camions "ville de Paris". La nuit, souvent, à 1 heure, 2 heures, les maîtres-chiens passaient, torches à la main. Des fois, aussi des policiers... Une quarantaine de Tunisiens sont arrivés, révoltés. Ils étaient souvent ivres, cela a créé des problèmes, il y a eu des bagarres. Alors l'Aftam nous a dit de partir. »*
Ducouré : *« Ceux en règle ont été relogés à différents endroits. Un foyer à la Villette, un autre à la Porte Dorée, un vieil hôtel de la rue Bichat. »*
Diallo, et d'autres : *« Les gens de l'Aftam nous ont traités avec trop de mépris. Quand ils ont voulu fermer, ils nous ont donné un délai d'une semaine. Mais on était toujours là. Ils nous ont donné encore une semaine. Quand ils nous ont fait partir, il pleuvait très fort, et ils ont muré les étages. Maintenant notre problème c'est l'hébergement, où dormir. Sans solution, car nous n'avons pas de papiers. On souffre à la belle étoile. Avec l'hiver qui est là. »*
Baba : *« Le foyer sera réhabilité, on nous a dit, il va rouvrir. Moi je ne crois pas. Dedans, ils vont tout raser, faire des studios. À la Fontaine au Roi le foyer a été fermé. À Couronnes un autre est menacé. Ils veulent nous faire partir en banlieue. C'est pas possible en banlieue, puis venir chaque jour à Paris pour travailler. »*

(Le permis de construire porte : *« résidence sociale réhabilitation avec surélévation d'un étage »*. À la Fontaine au Roi : permis de construire *« un bâtiment à usage de résidence sociale avec création de 15 logements en surélévation »* ; permis de démolir *« un bâtiment à usage de foyer d'hébergement social »*. Manifestement, foyer et résidence sociale ça fait deux. Mais une la volonté d'expulser de la ville ses pauvres et autres irréguliers.)

la Voix des sans-papiers
est téléchargeable gratuitement aussi sur
mondialisme.org - rubrique vagabondages
et d'autres sites (liste dans le numéro 5)

S U P P L É M E N T

L'or de Kéniéba (Mali) : Bilan du Forum de Sitakily

« *L'or de Kéniéba* » c'était le titre du numéro 6 de *la Voix des sans-papiers*, consacré au forum organisé en novembre dernier par l'ARKF (association des ressortissants de Kéniéba en France) à Sitakily, au cœur de la principale région aurifère du Mali. Sont ici interviewés Abdoulaye Ba, Moussa Dramé et Anzoumane Sissoko, membres de l'ARKF ayant participé au forum. Les deux derniers sont aussi membres de la coordination parisienne des sans-papiers et de la coalition internationale des collectifs des sans-papiers, organisatrice de la « *Marche européenne des sans-papiers* », qui, prévue pour juin-juillet 2012, doit traverser plusieurs pays d'Europe.

Autant le dire tout de suite, nous avons été floués, noyautés de l'intérieur. Le forum s'est tenu, mais il nous a été volé. Il a été détourné, pour l'essentiel, de son but originaire : profiter aux populations sinistrées, dans leur environnement et leurs conditions de vie, par l'exploitation étrangère de l'or. Détourné par les gens en place : le préfet qui en a assuré la présidence ; le député-président de l'ARKB (association des ressortissants de Kéniéba à Bamako) qui, s'étant autoproclamé modérateur, a exercé de fait un rôle de factotum-gendarme, jusqu'à nous priver de la parole, nous les promoteurs et organisateurs. Nous nous attendions à beaucoup de difficultés, une fois au Mali ; mais nous ne pensions pas que le danger viendrait de nos propres rangs.

Que s'est-il passé ? C'est pour le dénoncer publiquement que nous avons demandé au journal cette interview.

L'ARKF a été fondée en 2002 pour venir en aide, avec des projets ponctuels, aux villages de la région dont nous sommes originaires, une des plus pauvres au monde. C'est de là que viennent la plupart des sans-papiers maliens en France. Dès 2006, il nous paraissait clair que l'exploitation industrielle récente de l'or (par des compagnies canadiennes et sud-africaines) était, avec les complicités de l'État et d'administrateurs rapaces, la première cause des malheurs des villages ; dès lors, l'ARKF a mis en chantier un projet de forum à tenir sur place avec les populations, spécialement consacré aux mines d'or.

En 2010, dans le but d'organiser ce forum, l'ARKF a créé au Mali une association sœur, l'ARKB. Deux raisons à cela : obtenir des communautés locales, ONG maliennes, compagnies minières, etc., par le biais d'une structure de droit malien, des financements pour la tenue du forum ; faire le lien sur place avec la commission d'organisation constituée à Kéniéba avec la participation du préfet, sous-préfet, conseil de région, conseil de cercle, maires, commune de Sitakily et compagnies minières. On va voir comment ces deux organismes (ARKB et commission d'organisation) ont joué le jeu.

Les difficultés ont commencé dès le 14 novembre à notre arrivée à Bamako (un premier groupe de trois), une semaine avant le forum. Nous avions mission de faire le point avec l'ARKB pour préparer la réunion générale, trois jours plus tard, avec le deuxième groupe qui arriverait de France.

Sissoko : « *J'ai tout de suite appelé le président de l'ARKB, Fily Keïta, député du cercle de Kéniéba. Pas de réponse. Je n'ai pu prendre rendez-vous qu'avec quelqu'un d'autre pour le lendemain. Voilà tout un jour perdu, alors qu'on nous attendait, c'était les accords. Mais nous étions loin d'imaginer que cet accueil n'était qu'un petit hors-d'œuvre de ce qui nous attendait.* »

Le lendemain, le député aussi était présent. Et il a tout de suite commencé à nous servir des propos fumeux sur l'« *opportunité* » du forum. Cela, après cinq ans qu'on le préparait !

Dramé : « *Surtout qu'il avait participé en direct téléphonique à une importante réunion de l'ARKF où les principaux points d'organisation et aussi notre arrivée à Bamako avaient été traités. À nos objections, il s'est mis à dire : "vous les révolutionnaires... vous les altermondialistes...", avec mépris. Sans doute avait-il lu le journal.* »

Sissoko : « *Il jouait la comédie. J'ai eu envie de répondre : "Je ne sais pas ce que révolutionnaire veut dire, aujourd'hui. Mais si c'est « dire la vérité », alors oui, je suis révolutionnaire." Mais je ne comprenais pas où il voulait en venir, alors j'ai dit seulement : "Tu nous connais très mal."* »

Finalement, il a dit que le forum n'était pas opportun parce qu'il allait « *produire un clash avec la population* ». Et il a expliqué que notre projet (contre lequel il n'avait jamais rien dit) était mauvais, car il allait, par ses différents ateliers et leurs intitulés, susciter la division au sein de la population, alors que, dans un souci d'unité, il aurait dû avoir pour objet le « *développement global* » du cercle.

Pendant qu'il parlait, nous avons remarqué la table couverte de courriers : les invitations qui auraient dû partir depuis des mois ! Il nous a répondu que la liste des personnes à inviter était longue, et que l'ARKF n'avait pas prévu le financement des « *frais* » : un forum doit prévoir l'invitation des responsables gouvernementaux, agences de l'État et autres ONG, etc. ; à tout ce monde, outre le voyage et le séjour, il faut payer le *per diem*, leur indemnité journalière selon l'importance de l'invité ; l'ARKF n'avait rien donné, l'ARKB n'avait donc pas envoyé les invitations. Nous avons gardé notre calme, répondu seulement que les invitations auraient dû être expédiées quand même, ne serait-ce que pour information. Mais nous commencions à comprendre à qui nous avions affaire.

Sissoko : « *Nous avons pris rendez-vous pour continuer le lendemain, mais le lendemain le député nous a appelés pour renvoyer au jour suivant "quand tout le monde sera là". Nous étions venus de Paris exprès trois jours avant pour préparer la réunion générale, et voilà comment, de son chef, il annulait toute préparation. Il fallait raconter cela par le menu pour donner une idée du climat. Tout le reste a été à l'avenant.* »

Ba : « *Je suis arrivé avec le deuxième groupe. Quand les camarades m'ont fait leur récit, j'étais très surpris. Mais la réunion du 17 ne s'est pas passée autrement. La discussion a roulé sur le choix des titres du forum et des ateliers, avec le député n'en finissant pas de faire son numéro de coups de téléphone "importants" (au motif de notre "non prise en compte" des titres proposés par la commission de Kéniéba), et la leçon à tout le monde : à cause des titres, a-t-il annoncé, le préfet se retirait du forum, suivi du sous-préfet et de tous les autres, la tenue du forum n'était plus possible.* »

Naturellement, les titres proposés avaient été pris en compte par nous, en collaboration avec l'ARKB ; le développement global du cercle notamment se retrouvait dans les différents ateliers, après changement et intégration des titres originels.

Sissoko : « *C'était un prétexte. Une généralité pour noyer le poisson de l'exploitation de l'or. Dans nos communes, la situation est telle que c'est le développement global qui dépend de l'or, et non vice-versa. Le député relayait le chantage des autorités. Quand j'ai dit que l'important c'était de se mettre au travail pour mobiliser la population autour de l'événement, qu'est-ce qu'il a dit ? Pour minimiser, il a dit que ce n'était pas un forum mais une simple réunion !* »

Là-dessus, Famara Keïta, notre président *[de l'ARKF]*, a dit qu'on pouvait tenir le forum sous de nouveaux titres, si là était l'obstacle ; en même temps, dans chaque atelier au titre changé, nous ferions nos interventions déjà préparées. Cela a aplani la difficulté. Le député appellerait le préfet pour accord. Rendez-vous le lendemain. Une heure après, coup de fil : nous avions l'accord.

Mais le lendemain, voilà le député qui propose de renvoyer le forum à cause du retard pris dans sa préparation. C'était cousu de fil blanc : tenir le forum après notre départ pour la France.

Sissoko : « *Là j'en ai eu assez, j'ai répondu : "Le forum se tiendra comme prévu, pas une*

SUPPLÉMENT

L'or de Kéniéba : Bilan du Forum de Sitakily

(suite de la page 11)

minute plus tard. Nous le tiendrons sans vous, nous et la population. Qui veut en être, sera le bienvenu." Et alors voilà qu'il nous annonce que tout le monde était d'accord. J'en ai profité pour dire que nous avions accepté les titres proposés, celui de l'atelier 3 était : "Impact des routes sur le développement du cercle". Aucune information n'avait été faite sur place. Nous avions trois jours devant nous, et l'occasion de récupérer efficacement le temps perdu. Au lieu d'aller directement de Bamako à Kéniéba, faire, avec notre bus, le détour par Kayes. En parcourant 200 km de plus, descendre de Kayes à Kéniéba par la route non goudronnée qu'empruntent chaque jour, et surtout chaque nuit, les camions des mines, atteindre ainsi deux buts : faire voir aux participants les terribles retombées sur les populations, décrites dans le numéro 6 du journal ; faire l'information auprès des populations directement concernées. Ma proposition a soulevé un tollé, elle a été rejetée par tous sauf les "révolutionnaires". Les autres : nullement inquiets des conditions des gens, uniquement préoccupés par des sujets comme le per diem. *La preuve, dès notre arrivé à Kéniéba : le* per diem *a été à nouveau le sujet de discussions, de la part de gens en place là-bas. »*

À Kéniéba (comme à Sitakily), rien de préparé, ni pour la nourriture ni pour l'hébergement. La commission d'organisation devait le faire, on nous avait dit que tout avait été prévu. Mais dès le petit déjeuner du matin, la cata complète ; nous avons dû nous arranger chez l'habitant, par nos propres moyens.

Ba : *« Ils ont manqué aux règles minimums d'hospitalité. Nos populations sont très accueillantes, notre arrivée aurait été l'occasion d'une fête si on les avait prévenues. L'accueil qui nous a été fait est un signe de mépris et même d'offense à notre égard, de la part de la commission. »*

Sissoko : *« Je crois que tout ce beau monde craignait que nous leur demandions des comptes : "Que faites-vous de l'argent versé par les compagnies minières à l'État, à la région, au cercle, aux communes ?" – L'accueil froid et méprisant trahissait la peur de cette question. Au forum, c'est d'abord les compagnies qui ont eu la parole, et qu'est-ce qu'elles ont dit ? Devant le préfet et les autres autorités, elles ont aussitôt montré patte blanche, elles étaient en règle pour le paiement des taxes et des "aides au développement local". En face, pas un mot... La gestion de cet argent pose un problème. Sur ce point-là, les compagnies ont sûrement dit la vérité. Mais pas sur tout le reste. »*

Dramé : *« Tout se passe correctement, selon les compagnies. C'est une contre-vérité notoire. Pourquoi, si les mines étaient un paradis, au forum n'étaient présents que des sous-fifres maliens, sans pouvoir de décision en l'absence des responsables blancs ? Au programme, avant l'ouverture des débats, il y avait la visite des deux sites de la Tamico (mine de Tabakoto) et de la Somilo (mine de Loulo), pour que les compagnies répondent ensuite aux questions sur ce que nous avions vu. Pourquoi le forum a-t-il été ouvert sans visite préalable ? Pourquoi, quand Sissoko a demandé, après leurs interventions, de partir en visite, la Tamico a refusé, et, pour la Somilo, on nous a amenés "visiter" la mine de l'extérieur – habitations du personnel, hôpital ?... »*

Pour les débats du forum même, ils ont été sans grand intérêt, dans ce climat instauré par les autorités. Des comptes rendus circulent, nous y renvoyons.

Sissoko : *« Les choses les plus intéressantes ont eu lieu a côté ; les conditions de travail dans les mines par exemple. La présence de syndicalistes était prévue, mais comme par hasard personne ne les a invités. Deux anciens ouvriers étaient au forum, je leur ai parlé et j'ai pu contacter, par leur biais, deux syndicalistes. Mais ils n'ont pas pu prendre la parole, ils n'ont parlé qu'avec moi. Conditions de travail exécrables. Un ancien ouvrier : il travaillait "dans les trous", dix heures par jour, après les explosions ils avaient trente minutes, puis il fallait se mettre au travail au milieu d'un nuage de poussière dense et irrespirable ; il a été licencié sans motif au bout d'un an, sans indemnité ; il pense que c'était pour quelqu'un qui avait payé pour avoir la place, car la corruption règne. Le deu-xième : même travail ; il a eu un accident, il a été licencié sans que son accident soit reconnu ; il s'est soigné à ses frais, guérison très lente. Les deux syndicalistes : les accidents de travail sont nombreux, la règle est que seuls les premiers secours sont pris en charge ; après, les ouvriers sont mis à la porte ; les syndicats ne peuvent rien faire ; les sites miniers bénéficient d'une sorte d'extraterritorialité ; puis, à l'extérieur, dans le système de corruption dominant, tout est fait, à tous les niveaux, pour que les travailleurs échouent s'ils veulent faire reconnaître leurs droits. Ils m'ont demandé notre aide ; j'ai répondu qu'il fallait s'organiser sur place, avec ses forces, se documenter, expliquer aux travailleurs leurs droits... Rien de cela, tout au long du forum !... Un groupe de jeunes du cercle était de passage à Sitakily. Attirés par le forum, ils m'ont dit leur expérience personnelle (d'ailleurs "tout le monde sait") : l'embauche, ça "se monnaye". Il y a accord entre les compagnies et les communes : ou bien 200 euros d'un seul coup, ou bien l'engagement à verser tant par mois au chef de village. La corruption a déjà pénétré nos formes traditionnelles de démocratie directe villageoise, je ne m'y attendais pas. Tout m'a été confirmé quand je suis allé faire un compte rendu du forum dans un village à 60 km. »*

Ba : *« N'empêche qu'à mon avis le forum a été une réussite. Non seulement nous avons pu le tenir contre vents et marées. Mais, surtout, des populations de différentes communes s'en sont finalement approprié, sont venues y exposer leur problèmes et souffrances. »*

Sissoko : *« Les jeunes m'ont promis qu'au prochain forum ils seront là. Ils prendront la parole publiquement. Ils présenteront leurs cahiers de doléances. »*

Le 15 janvier, s'est tenue à Paris la première assemblée de l'ARKF après le forum. La composition du « comité de suivi » (constitué à Kéniéba à l'issue du forum) a été discutée. Nous trois (et bien d'autres) ne sommes pas d'accord sur les noms proposés. Le comité doit être indépendant de l'État et de l'administration locale. Autrement, notre travail depuis cinq ans, le travail du forum, les contacts établis avec les populations, tout sera perdu. Les villages sont les propriétaires légitimes des terres ancestrales : les sans-papiers maliens de France exigent donc que ce comité soit composé pour les trois quarts de villageois effectifs du cercle. Pour qu'elle soit transparente, les sans-papiers se chargeront de la désignation de ces membres, garants de l'indépendance du comité.

Les rapports avec l'ARKB restent à éclaircir et à redéfinir.

La part que les communes touchent des revenus de l'or est dérisoire. Avant de parler de pourcentages, il faut, sur de nouvelles bases, revigorer les formes de notre démocratie villageoise afin d'exercer un contrôle direct sur les exploitants miniers. La terre appartient aux villages. Ils sont les premiers acteurs dans la négociation avec les compagnies minières. L'État doit suivre, et il aura sa part. Notre but, à moyen terme, est le départ des compagnies minières étrangères, dont l'exploitation néocolonialiste n'a que trop coûté en sous-développement humain à nos villages et nos familles. La fertilité naturelle de notre terre, les richesses de notre sous-sol, doivent être employées pour le développement harmonieux des villages du cercle. Ce développement passe aujourd'hui par celui d'un réseau routier adapté aux besoins et au bien-être des populations, la défaillance de l'État doit cesser.